

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE

- DEUXIÈME ANNÉE

- 6-12-1972

- N° 84

buffet - bontems

justice
est faite ?



oui marchais, mieux qu'en 36 !

« Union Populaire », c'est au cri de ce slogan simple et sans cesse répété que de 55.000 (suivant les services de police) à 100.000 (selon l'*Huma*) personnes étaient venues vendredi soir du Havre, d'Evreux, d'Orléans ou de Reims.

« Union Populaire », c'est au cri de ce slogan simple et sans cesse répété que les militants communistes (ils représentaient 90 % des présents à cette grande messe de la gauche enfin unie) de la banlieue rouge, des environs de Paris, des H.L.M. de la Courneuve étaient venus écouter Robert Fabre, Georges Marchais et François Mitterrand sous le grand hall sud du palais des expositions de la porte de Versailles. « Prodigieux » titrait l'*Huma* du lendemain. Voire !

L'ambiance était chaude, mais les militants maussades. Il faut être René Andrieu pour voir dans cette réunion préélectorale, pour voir dans ce « rendez-vous de lutte » une fête. Des militants bien dressés ont obéi une fois de plus et sont venus à une fête unitaire applaudir Robert Fabre comme demain ils viendront huer le reniement des conservateurs radicaux si les radicaux de gauche ont besoin de voix réformistes pour se faire élire au second tour et, pour ce faire, quittent la dynamique d'union de la gauche au nom du radicalisme éternel, comme toujours.

Il est toujours difficile d'attaquer la dynamique de l'union de la gauche alors que la dialectique quotidienne risque de faire de nous les prosélytes de la majorité. Cependant, on ne peut qu'être déçu par le grand *métinge* du palais des sports.

ORATEURS : LE CŒUR N'Y EST PAS

Du côté des orateurs : Robert Fabre, un accent du Sud-Ouest discret, juste ce qu'il faut pour rappeler les frères Sarraut. Il fait d'ailleurs allusion à son origine dans son discours : « étudiant sur la place du Capitole en attendant les résultats des élections de 1936 ». Puis il donne dans l'humour de grosse cavalerie : « Jeanne... ney à Domrémy, n'entend voix que de Lorraine » et apporte sans rire la caution du vieux radicalisme à l'avenir de la gauche, dans la continuité. En effet, grâce au programme

commun, le radicalisme a retrouvé sa place : « Rouge au dehors et blanc au dedans comme les radis ». Mais le nombre de militants radicaux présents l'autre soir à la porte de Versailles devaient se compter sur les doigts d'une main. Le radicalisme est mort en fait. Bon débarras.

Marchais, quant à lui, lisait un discours bien construit, sérieux, intéressant dans ses critiques de la majorité. Mais Marchais a surtout voulu affirmer la bonne foi du P.C.F. et son manque d'appétit. Non le P.C. ne mangera pas ses petits partenaires. Diatribe facile quand on ne parle que devant son propre auditoire, et c'est sans risque que Marchais a pu lire sous les ovations de la foule : « l'union ce n'est pas la fusion en un seul parti. Communistes, socialistes et radicaux n'ont pas la même conception du monde... » On se disait bien aussi !... Peu importe, le public du P.C. et ses militants ont pris l'habitude de tout entendre et de tout accepter.

Mitterrand conclut. Catilina, comme se plaît à le surnommer G. Matzneff, la boutonnière décorée non de la francisque mais du badge de la soirée (Programme commun), le sourire rare et la voix peu convainquante, avait mauvaise mine. Visiblement Mitterrand s'ennuyait ; si victoire de la gauche il doit y avoir, on ne peut pas dire qu'elle enthousiasme beaucoup le leader de la gauche unie. Mitterrand fit de l'intellectualisme : il parla beaucoup de *changer la vie*, ce qui manifestement ne transporte pas le public du P.C. ; il parla d'Aragon qu'on applaudit ; il oublia de parler de la Tchécoslovaquie et on applaudit quand même. Il insista sur la personnalité de chaque parti au sein de l'Union de la Gauche, on applaudit encore et très longuement.

En un mot rien de nouveau, rien d'emballant dans ces trois discours de leaders vieillissants et peu convaincus.

La victoire de « l'Union populaire » ne serait en effet guère révolutionnaire : entre ce que l'U.D.R. est prête à mettre en œuvre dans le programme commun par démagogie électorale (faisons confiance à Edgar Faure) et les points du programme que le gouvernement de gauche se garderait bien d'appliquer — faute d'argent pour financer

le coût des nationalisations, par exemple — il ne reste guère de marge pour des innovations importantes sinon intelligentes de « l'Union populaire ». Cela, le militant le sait.

PUBLIC : TERRE A TERRE...

Côté public, les réactions furent différentes. On applaudit à tout rompre chaque fois que les caméras de télévision réparties partout dans le hall montraient la figure du vieux leader Duclos. On applaudit la semaine de 40 heures, la suppression de la force de frappe, l'enseignement laïc et obligatoire. On n'a, par contre, pas applaudi ou très peu le nouveau slogan à la mode : « changer la vie ». Au P.C. on comprend mal ce slogan trop intellectuel, loin des luttes quotidiennes, porteur d'aucun message revendicatif. On n'apprécie pas le vœux pieux, on préfère du concret et du terre à terre.

Près des téléviseurs, on a du mal à apprécier le poids du discours, l'élan prophétique qui émane de toute personnalité sur scène ; vendredi soir cela ne gênait pas, car, ni Robert Fabre, ni Georges Marchais, ni François Mitterrand ne portent de dynamique. Aucun n'est un entraîneur d'hommes. Le P.C. n'a pas remplacé le vieux père Cachin, Léon Blum n'a pas de successeur et Herriot n'apparaît pas derrière R. Fabre.

... ET BON ENFANT

Les conversations surprises dans l'immense hall en forme de hangar du parc des expositions ne nous apprirent pas grand-chose ; la cellule de Rueil parle de problèmes quotidiens, les étudiants de l'U.E.C. (Union des Etudiants Communistes) disent du mal de ceux du P.S. ; la grand-mère qui se trouvait à côté de moi, trouvait qu'en 36 c'était quand même mieux, et elle m'expliquait que ce gamin de Duclos restait quand même bien sympathique. Tout cela n'est pas très significatif de l'état d'esprit du public... mais je n'étais pas là impartial.

A vrai dire, même si « l'Internationale » n'a pas sur moi l'effet de Nuremberg sur Brasillach ou Bardèche, j'aime cette foule laide, bête, mais qui représente ce pays réel dont on parle chaque jour sans que personne ne daigne le côtoyer.

Cette foule de braves gens, ces cocus de la politique quotidienne, est bien sympathique. Présente dans tous les bistrotts alentour, elle saucissonne, elle se croit à la fête de « l'Huma ». Cette foule est migratrice, elle sort, revient, elle déambule, mais elle est là aux ordres. On vient en car, aux frais du parti dans les autocars payés par les mairies communistes de la ceinture rouge, des dizaines de cars, remplis de femmes (une accouchera d'ailleurs et son fils se prénommera peut-être Union), de jeunes, d'ouvriers, et surtout, de ce que Mitterrand appellera des *riens du tout*, ce brave peuple de France déçu du pouvoir, amoureux de cet élan unitaire qui ne l'emballa pas, qui ne lui dit rien de bon mais qui, en l'absence de toute force de rechange lui paraît le moindre mal pour voir sa vie quotidienne améliorée.

Marc BEAUCHAMP.

EDITORIAL

justice est faite ?

Il paraît qu'il y avait foule, l'autre matin, derrière les portes de la Santé, tandis qu'on exécutait Buffet et Bontems. Des voyeurs de la mort, mais qui n'ont rien vu ! Une certaine presse a fait ce qu'elle a pu pour raconter et exploiter cela. Nous ne sommes pas de cette presse !

Le cas d'un homme qui avait tué et choisi « de faire le mal » comme au hasard, posait de façon parfaite le problème de la peine capitale sur lequel les dissertations abondent et sur lequel les opinions sont opposées, parfois au sein d'une même famille d'esprits, selon les expériences et les sensibilités, mais surtout, je pense, selon ce que chacun peut croire de l'au-delà de la vie, ou de ce que Julien Sorel nommait « le grand peut-être ».

Les dissertations abondaient moins, je dois dire, autour d'hommes que j'ai connus jadis et qui ne sont morts, il est vrai, que pour des idées devant des fusils. Ces souvenirs de la maison des morts, je veux dire de la deuxième division de Fresnes, où certains ont attendu, parfois plusieurs années, portant des chaînes, l'aube de l'exécution, m'ont apporté deux certitudes : d'abord que cette longue agonie consciente, ce lent supplice par la peur et l'espoir est la pire peine qu'en tout cas la justice ne devrait pas permettre. Ensuite que les consciences éclairées comportent souvent (n'est-ce pas Daniel Mayer ?) de mornes moitiés d'ombre, car leur silence, en ce temps-là fut si épais qu'il faisait presque une rumeur.

Ce n'est pas une raison pour ne pas réfléchir nous-mêmes sur cette double mort et sur ce principe dont M. Viansson-Ponté assurait dans *Le Monde* qu'il ne se divise pas : « Nul n'a le pouvoir ni le droit de trancher délibérément le fil d'une vie... »

Est-ce si simple ? Il y a deux semaines, au procès de Bobigny, le droit de trancher le fil d'une vie était hautement revendiqué sur des banderoles pour le tribunal le plus incertain et le moins sûr, celui de la conscience individuelle, le for intérieur. J'entends bien qu'il ne s'agit pas de la même vie selon des prix Nobel, dont l'opinion sur ce sujet ne vaut pas plus d'ailleurs que celle des prix Cognac-Jay ou des prix de vertu.

En tout cas voilà un principe indivisible qui se subdivise étrangement en même temps qu'il divise les hommes.

Mais surtout, étant admis qu'il y a des crimes et des hommes qui prennent le pouvoir et s'arrogent le droit de trancher le fil de vies innocentes, je ne comprends pas ce que veulent les abolitionnistes de la peine de mort comme solu-

tion de remplacement. Veulent-ils supprimer toutes les condamnations et toutes les peines ? Si nul ne peut trancher le fil d'une vie et même un juge, et même le meilleur juge, quelqu'un a-t-il davantage le droit d'imaginer la définitive élimination du condamné dans des prisons ou dans des cages ? Cette forme de mort lente et sans espoir n'est-elle pas celle que notre société, qui ne croit plus ni au repentir ni au rachat par le châtement, promet à ceux qu'elle condamne et qu'elle n'accepte en réalité de réintégrer ni en esprit, ni en vérité. La rééducation ? mais avec quels éducateurs et par quelle doctrine, celle de Sartre ou celle de Maurras, celle de Jean Genêt ou celle de saint Thomas d'Aquin ? La guérison ? mais par quels médecins des âmes ? N'est-ce pas alors la pire hypocrisie que de n'oser admettre la mort de quelqu'un, sans oser accepter qu'il puisse jamais plus participer à notre vie.

Du temps où Pascal donnait de la justice cette définition : « ce qui est établi », cette justice avait pour se soutenir et se justifier un corps de lois, des règles, d'institutions, un ensemble de mœurs qui s'équilibraient et se répondaient, comme les sons et les couleurs se répondent.

Si nous avons une piètre justice, est-il juste que se dressent, pour la juger et la condamner, les juges et les législateurs improvisés d'une société dérisoire, qui se gargarise de la sécurité sociale, mais ignore jusqu'au premier mot de la solidarité sociale ; qui s'irrite et se rie des lois, mais, en même temps, s'affole de ceux qui les violent ; qui monte la pornographie à grand spectacle, mais réprime à la petite semaine les crimes et les délits des obsédés sexuels ; qui étale, sur ses boulevards le sadisme de Justine, mais institue dans la cité un larmoyant débat sur la torture entre Massu et Teitgen ; qui accueille dans ses fêtes la « délinquance en col blanc » dont parlait le rapport Arpaillange, mais reste impitoyable aux clochards et aux vagabonds, et à ceux qui ont « quelque chose » sur leurs casiers ; qui accorde toutes les remises nécessaires, au tribunal correctionnel, pour les Stavisky du passé et du présent, mais laisse mourir de peine un enfant dont la mère est détenue pour un pauvre méfait doublé de deux négligences ?

Toute société permissive, toute société qui s'amuse de la « vieille folie du bien et du mal » s'achève immanquablement en une société répressive, par impulsion, par saccades, par peur des gestes fous. Il faut donc, aujourd'hui, demain et toujours, faire la guerre aux idées folles.

G.-P. WAGNER.

communiqué du comité directeur

Le Comité directeur, dans sa séance du 30 novembre, a fixé les conditions de son renouvellement, par quart, tous les ans, à partir d'une liste de cinq membres, qui lui sera présentée par un Conseil national, dont la création a été décidée.

Ce Conseil, représentatif de toutes les activités du mouvement, tiendra sa première session en février 1973 et ensuite régulièrement trois fois par an.

Les modalités d'application de ces décisions seront fixées par le prochain Comité directeur.

COMMUNIQUÉ DE LA DIRECTION DE LA PROPAGANDE RÉGION PARISIENNE

Une assemblée des fédérations et sections de la région parisienne aura lieu le vendredi 15 décembre 1972, 44, rue de Rennes à 20 h 30 (métro Saint-Germain-des-Prés). Y participeront les adhérents mandatés par leurs unités ou destinataires d'une invitation spéciale.

La séance sera présidée par G.-P. Wagner, président du Comité directeur. Les membres du Comité exécutif exposeront les rapports de leurs directions. Un compte rendu des activités de chaque unité sera présenté. Enfin les projets en cours d'élaboration donneront lieu à un débat.

La dernière réunion préparatoire réunira au siège tous les responsables d'unité et d'activité le lundi 11 décembre 1972, à 20 h 30.



rouen

lecanuet et l'immobilier

Rouen n'aura plus à rougir de la gestion sans histoire de l'équipe Lecanuet. Comme leurs grands frères de l'U.D.R. et du P.C., les réformateurs ont aussi leur petit problème immobilier. A trois mois des élections, c'est assez gênant, d'autant plus que Lecanuet escomptait l'effet inverse d'une politique de rénovation urbaine commencée intelligemment (voie piétonnière rue du Gros-Horloge, architecture contemporaine pour le nouveau visage de la place du Vieux-Marché, grâce au talent d'Arretche, l'architecte de la reconstruction de Saint-Malo). On peut même reconnaître à Lecanuet un certain bonheur dans des choix qui ne firent pas l'unanimité sur le moment.

Mais les choses menacent de se gâter avec l'opération de rénovation du quartier Saint-Sever. Tout avait pourtant bien commencé : on faisait grand battage autour de ce nouveau quartier à dimension « européenne ». Mais on ignorait tous les détails, à commencer par les commerçants soigneusement tenus à l'écart comme tous les éventuels gêneurs.

Un grain de sable vient de coincer la belle machine et les langues se délient. On apprend ainsi que tous les spécialistes qui, à la demande des promoteurs éventuels, ont étudié les données de la S.A.R.R. (1), s'accordent pour dénoncer le peu de valeur d'hypothèses basées pour la plupart sur des chiffres de 1969 ! On aimerait aussi savoir combien ont coûté aux Rouennais ces trois années d'études préliminaires...

Et que dire de ces conditions de participation qui stipulent notamment : « La S.A.R.R. ne sera pas tenue de motiver les raisons de son choix. Par le seul fait de participer à la consultation, tout promoteur ou toute société commerciale de distribution renonce expressément à élever une quelconque réclamation à propos du déroulement de celle-ci et du choix qui sera opéré par la

S.A.R.R. Cette dernière se réserve par ailleurs le droit de ne donner aucune suite à la présente consultation. »

Et on peut lire plus loin que, comme caution, les soumissionnaires devront remettre à la S.A.R.R. 5 % du coût estimé du projet à la date du dépôt, celle-ci se réservant le droit de rembourser l'argent quatre mois et demi après ; comme cette caution est de 200 millions en moyenne...

En outre, du fait que selon les promoteurs intéressés l'opération ne serait financièrement rentable qu'au prix d'un « discount », les Rouennais risquent fort de voir s'installer, au cœur de leur ville, l'hyper-marché que Lecanuet a toujours solennellement juré d'écarter, la semaine dernière encore à la télévision. Mais un projet que certains n'hésitent pas à qualifier de contre-projet, soutenu par la Chambre de Commerce de l'ensemble des commerçants pour une fois unis, risque de remettre beaucoup de choses en question...

L'affaire promet d'être chaude, mais cette fois la décision devra se faire au grand jour et non plus dans les couloirs de l'Atelier d'urbanisme !

Et l'on peut être certain que Lecanuet, entraîné dans cette galère à son insu, dit-on, en tant que président de la S.A.R.R., oubliera un instant ses chimères européistes et ses ambitions de chef de parti pour conseiller à son adjoint chargé de l'urbanisme de surmonter certaines de ses faiblesses pour un architecte rouennais bien connu, afin de juger le contenu des projets en fonction de leur qualité propre et des besoins réels des Rouennais qui ont cru devoir faire confiance à son équipe pour la gestion de leur ville.

Groupe N.A.F. - ROUEN.

(1) S.A.R.R. : Société d'Aménagement de la Région de Rouen.

tri yann an naoned

Si la Bretagne, comme il plaît à Glenmor de le rappeler à chacun de ses récitals, est réputée pour ses exportations de galettes et de bras, elle est aussi depuis quelques années le foyer d'un renouveau de la chanson populaire. C'est d'ailleurs un phénomène qui n'échappe pas aux observateurs avisés (cf. Jacques Vassal dans "Rock Folk"), et qu'il faut bien situer dans le climat qui s'installe aujourd'hui chez la jeunesse bretonne.

Il y a bien des manières d'entrer dans la lutte de la Bretagne contre la colonisation de l'Etat républicain. Aux côtés des hérauts de la révolution bretonne comme Glenmor et Gilles Servat, ou, dans un genre plus musical, aux côtés d'Alan Stiwell, les Tri Yann an Naoned ont choisi de ressusciter et de renouveler même la chanson traditionnelle.

Au cours de leurs passages en Bretagne, que ce soit dans le cadre de la « Semaine Culturelle Bretonne » ou du Festival de Lorient en septembre, les Tri Yann an Naoned ont eu l'occasion de présenter un répertoire original, varié peut-être de par ses origines — « mais il n'y a pas d'endroit au monde où un Breton n'ait pas pissé ! » — et dont le principal caractère est sa spontanéité. Pas de verbiages, mais un dépouillement et une simplicité qui aident à la communication, d'où leur succès auprès du public.

Libérer la Bretagne du joug administratif et culturel de l'Etat républicain, du joug économique des entreprises multinationales que cet Etat favorise, suppose effectivement des Bretons une prise de conscience aiguë de leurs problèmes, et de savoir les relier aux institutions en place. Avant de prendre les fusils, comme nous y invitent Glenmor et Gilles Servat (on n'en est pas là !), écoutez d'abord les Tri Yann an Naoned. Parce qu'elle cristallise les révoltes, la chanson est déjà une arme formidable.

Il arrivera bien le jour où les Bretons feront danser une gavotte à leurs notables sur l'air des « Filles des Forges ». Pourquoi pas, M. Pleven ?

TRI YANN AN NAONED

33 tours : Kelenn, Réf. 6332, 626.

Philippe DELAROCHE.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom Prénom

n° .. rue ville département

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



le prince et le petit chapelier

Le Prince et le Petit Chapelier... On pourrait ajouter « et le grand méchant loup » qui viendra manger les méchants garnements. On aurait ainsi la trame d'un joli conte d'autrefois, on le titre d'une vieille chanson populaire. Mais foin des contes et des chansons. Il s'agit de la réalité quotidienne, de l'histoire vécue jour après jour par la classe politique : si les galopins de l'U.D.R. ne se tiennent pas tranquilles avec leurs tripatonillages financiers, si les chefs des clans de la majorité n'étouffent pas leurs tentations « réformatrices » ou ne refoulent pas leur nostalgie d'un gaullisme pur et dur, l'hydre Mitterrand-Marchais les mangera tout crus.

Mais, comme dans les contes, le salut peut encore apparaître, sous les traits d'un prince charmant ou d'un brave petit homme. Car le voici de retour, le petit homme au petit chapeau qui dirige sa petite usine dans sa petite ville. Il a vu Pompidou, et par deux fois. Il lui a donné des conseils, lui le grand maître de la monnaie en folie. Il sait parler à la bête, comme il l'a montré en 1952. Du moins c'est ce que l'on croit. Car, à défaut d'avoir réussi à juguler l'inflation par des méthodes libérales (n'a-t-il pas bloqué les prix en août 1952 ?), faute d'avoir réussi à redresser la balance extérieure et l'équilibre intérieur, Pinay est parvenu à créer autour de sa personne un véritable mythe qui lui a effectivement servi à maîtriser l'inflation dans les premiers mois qu'il était au pouvoir. Mais il faut vraiment que le gouvernement soit aux abois pour qu'il fasse ressurgir ce vieux mythe de Pinay-le-sauveur, de Pinay-l'homme-miracle.

Ne nous étonnons pas trop cependant. Lorsque la République se trouve placée devant des difficultés insurmontables, petites ou grandes, elle sait toujours trouver un « sauveur » qui la sauve parfois mais qui, souvent, l'étrangle, la culbute, ou se contente d'amuser la galerie. Ainsi Clemenceau en 1917, Doumergue en 1934, de Gaulle en 1958 ou Pétain en 1940.

Ainsi Antoine Pinay, qui ne saurait être Clemenceau ou de Gaulle, mais qui ferait un Pétain très présentable, le prestige militaire en moins. D'ailleurs, n'est-il pas l'enfant chéri — ou le bon papa — de toute une catégorie de Français qui conserve un souvenir ému de la France de la défaite, celle du serment au maréchal, de la « révolution nationale » et de « la terre qui ne ment pas » ? Et Pinay n'en était-il pas, lui qui fut membre du « Conseil national » de Vichy ? Pas étonnant que la droite modérée se retrouve en lui et qu'elle fasse campagne pour lui depuis quelques mois déjà.

Mais tout ce cinéma ne servira finalement à rien. Peut-être Pinay a-t-il dans sa poche quelques recettes de bon sens. On le dit en tout cas. Mais comment le gouvernement pourrait-il tenter quoi

que ce soit de sérieux à quelques mois des élections ? Ne pas mécontenter les électeurs, ne pas se heurter aux groupes de pression, telle sera sa politique jusqu'en mars prochain. M. Edgar Faure peut en témoigner, lui qui vient de voir ajourner son projet de réforme en matière de licenciement.

Le petit chapelier s'est donc dérangé pour rien. D'autres, par contre, s'agitent avec succès. Ainsi Giscard d'Estaing et Poniatowski qui ont publié, à leur tour, leur petit manifeste. Ceux-là du moins ont le vent en poupe et ils risquent fort de se tailler une bonne place en cas de reconduction de l'actuelle majorité qui, dès lors prendrait un nouveau visage. Mais que feraient les Républicains indépendants s'ils venaient à jouer un rôle prépondérant dans la politique gouvernementale ? En tout cas, ce n'est pas leur « plate-forme » électorale qui nous l'apprendra.

Ne soyons pas trop durs cependant. Ce manifeste nous enseigne au moins que l'on peut plus que jamais, avec toutes les apparences du sérieux, de la compétence et de la bonne foi, se moquer des gens comme il n'est pas permis.

Admirons quand même l'acuité du diagnostic de M. Giscard d'Estaing qui écrit, avec une époustouillante audace, que « notre société est tendue entre le passé et le futur ». Saluons aussi la puissante originalité des Républicains indépendants qui entendent constituer « une force qui relie les sources anciennes aux perspectives nouvelles ». Mais comment mettre en pratique cette idée géniale ? Rien de plus simple : il faut « maîtriser l'évolution » pour « protéger l'homme », être libéral « sans laisser aller économique », moderne « sans reniement du passé », refuser une « personnalisation excessive du pouvoir exécutif », mais éviter les « excès du pouvoir d'assemblée » et, bien sûr, restituer au parlement son « plein rôle », faire l'Europe et une « réforme libérale » de l'Education nationale, sans oublier les femmes, le patronat, les capitalistes et cent autres choses encore.

Donc du vent, des nuées, des motions chèvre-chou, des pétitions de principe, des lieux communs, des recettes éculées, des réformes en trompe-l'œil, de la poudre aux yeux, des bêtises sans nom (mais pas de raton laveur). Au total, l'archétype parfait du manifeste électoral, dont la pauvreté équilibre parfaitement celle du « programme commun » de la gauche. Du moins ce manifeste témoigne-t-il de la sclérose, de l'absence d'imagination et du mépris du citoyen d'une classe politique uniquement préoccupée de sa survie. A ce titre, le petit chef-d'œuvre des Républicains indépendants mérite d'être lu, médité et conservé. De même qu'il faudra embaumer M. Pinay, à l'intention des archéologues de demain.

B. LA RICHARDAIS.

le communisme utopique

Alain Touraine vient de reprendre son livre, écrit au cours de l'été 1968, dans une édition allégée. Il s'agit incontestablement d'un des meilleurs essais publiés sur la signification sociale et politique de la révolte universitaire et des grèves qui, pendant quatre semaines, ébranlèrent la France.

En vingt ans de croissance économique, nous sommes passés de la société machiniste à la société programmée. Ce changement considérable détermine de nouveaux rapports sociaux : les technocrates ont pris le pas sur les anciens patrons. Mais leur pouvoir est lui-même remis en question par les techniciens, les jeunes travailleurs, les étudiants.

« Le grand mot d'ordre des technocrates qui dirigent la société est : adaptez-vous. Le mouvement de mai a répondu : exprime-toi. »

L'enjeu de la lutte est le contrôle du pouvoir de décider, d'influencer, de manipuler, et nous plus seulement celui de l'appropriation du profit. Telle est la nature du conflit qui se révèle en mai. »

Ainsi, selon Touraine, des conflits sociaux d'un type nouveau se seraient révélés, venant démentir l'optimisme de l'idéologie dominante. Ce qui nous empêche d'en saisir toujours la vraie nature réside dans la forme utopique de contestation. Les analyses de Touraine, toujours pertinentes, devraient être discutées selon nous dans une double perspective : l'opposition technocrates - techniciens est-elle si absolue qu'il le dit ? Ne reste-t-il pas d'autre part un peu prisonnier des catégories socio-économiques pour poser justement le problème de l'avenir de la société post-industrielle ?

G. L.

Alain Touraine : « Le Communisme utopique ». Seuil. Politique.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e



consommateurs et démarchage

L'une des plus anciennes et des plus constantes revendications de toutes les Associations de Défense du Consommateur, était la réglementation du démarchage à domicile. On sait les abus entraînés par cette forme de vente devenant le plus souvent une vente forcée, liant l'acheteur dupé durant des années, grevant fortement le budget de personnes modestes séduites par les arguments de démarcheurs peu consciencieux.

Au début du mois d'octobre, le *Salon des Consommateurs*, qui se tenait à Paris, reçut la visite de M. Giscard d'Estaing, préoccupé du potentiel de révolte contre le système économique actuel (et partant, politique), qu'il avait cru sentir dans l'attitude des consommateurs que la société dite de consommation ne satisfait pas !

Le ministre de l'Economie et des Finances (qui est un consommateur comme un autre après tout !), a donc annoncé un projet de loi sur le démarchage à domicile, dans le même temps qu'il rappelait la publication de règlements sur l'étiquetage informatif. Sur ce dernier point, le nombre de dérogations accordées rend l'application du règlement dérisoire. De même, la loi qui vient d'être votée sur le démarchage à domicile est-elle d'une portée fortement diminuée par les... dérogations déjà prévues. Quant aux décrets d'application de cette loi, gageons qu'ils nous réservent encore quelques petites dérogations aisément exploitables par les personnes concernées.

Il est vrai qu'en France nous vivons sous le régime absurde du principe de la loi expression de la volonté générale, c'est-à-dire de l'opinion, c'est-à-dire des faiseurs de l'opinion, c'est-à-dire de l'Argent, tandis qu'à cette loi sont adjointes les « dérogations expressions des intérêts particuliers ».

Quand on sait également que les Associations de Défense du Consommateur ne peuvent se porter partie civile pour la défense des intérêts de leurs adhérents, quand on sait que le petit plaideur est écarté de facto du recours en justice en raison du coût financier de toute action judiciaire, on ne peut qu'être scandalisé par le vote d'une loi qui, pratiquement, est déjà sans portée réelle.

Les Associations de Consommateurs ressentiront durement une telle position, peut-être comprendront-elles aussi que le véritable scandale est politique et qu'il demande une solution politique et non législative.

le drame de berliet

Berliet est en grève. Le grand constructeur français de camions et autres véhicules lourds se voit contraint de supporter une nouvelle épreuve dont il n'avait nul besoin. Celle-ci pourrait lui être fatale, tant les difficultés accumulées ces dernières années ont sapé la puissance du géant lyonnais. La grève actuelle a le mérite de révéler cette situation catastrophique dont l'origine n'est pas seulement économique.

DES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES CERTAINES...

Les facteurs d'ordre économique ne sont pourtant pas négligeables. Berliet, entreprise prospère voici quelques années, jouissait d'un quasi-monopole dans sa spécialité. L'ouverture d'importants débouchés outre-mer, les perspectives d'exploitation du Sahara et la confiance dans un développement croissant du transport routier avaient incité l'entreprise à multiplier ses investissements. Sans doute ses dirigeants avaient-ils alors surestimé leur capacité d'emprunt et des résultats inférieurs aux prévisions initiales très optimistes rendirent rapidement leur endettement insupportable. Faute de modifier, en temps opportun, le plan de financement, Berliet se trouva brutalement acculé à la catastrophe financière, malgré un actif industriel considérable.

Une telle situation n'avait en soi rien d'original dans le milieu patronal français où les industriels de droit divin rencontrent fréquemment de tels incidents de parcours. Les maîtres de forges lorrains en administrent actuellement une nouvelle démonstration éclatante avec l'opération de Fos et la restructuration de leurs entreprises ancestrales. Mais ces exemples ne serviront à rien, car chacun sait qu'au sein du C.N.P.F., si la compétence fait parfois défaut et l'expérience toujours, la morgue et l'entêtement sont, en revanche, des vertus cardinales.

Berliet dut se résoudre, voici cinq ans, à changer de propriétaire et à accepter l'aumône des entrepreneurs clermontois, par l'intermédiaire de Citroën. Sur le plan économique, l'idée d'associer un fabricant d'automobiles à un constructeur de poids lourds

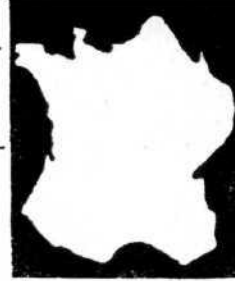
était séduisante, car l'ensemble industriel ainsi formé disposait d'une gamme de produits très étendue. Le marché pouvant désormais être attaqué sur plusieurs fronts, la rentabilité de la production en serait très vraisemblablement améliorée. Il y avait toutefois une difficulté sérieuse que tout le monde ignore : *Citroën était à l'automobile ce que Berliet était aux camions, c'est-à-dire dans chacun des cas « l'homme malade » de la spécialité.*

... AGGRAVÉES PAR UN CONTEXTE INTERNATIONAL DÉFAVORABLE...

Il n'est pas évident qu'une solution strictement économique, quelle qu'en fût le teneur, aurait suffi à sauver Berliet. L'accroissement du transport de marchandises par route ouvrait à l'entreprise des perspectives qui pouvaient peut-être compenser la perte de marchés outre-mer. Mais c'était oublier que ce transport routier s'exerce aujourd'hui dans un cadre communautaire où la concurrence est extrêmement vive.

Débarrassés du fardeau d'une entreprise ferroviaire nationalisée au déficit monstrueux, nos partenaires s'étaient, sans difficulté, octroyé une confortable avance sur le marché européen en favorisant, dans d'excellentes conditions, le transport par route. Infrastructures modernes souvent bien entretenues, concentration des entreprises de transport, marchés internationaux variés permettant d'éviter les retours à vide, politique commerciale agressive y constituaient un environnement exceptionnellement favorable aux constructeurs. Obligés de satisfaire une clientèle exigeante, tant sur la qualité que sur la variété des modèles, ils en avaient tiré les conséquences et assoupli au maximum leur production. La rigidité de Berliet ne pouvait y résister.

L'accord récent convenu entre les Etats de la C.E.E. consacre le glas de la politique poursuivie par Berliet. Fort du duopole national qu'il partageait avec S.A.V.I.E.M. (Renault), Berliet s'était obstiné, à l'abri de la protection nationale, à fabriquer des camions de 13 tonnes par essieu, sans souci d'ailleurs de la dégradation causée aux chaus-



sées du réseau national par ce diktat technique. En ramenant la charge limite par essieu à 11 tonnes, et peut-être à 10 si la Grande-Bretagne réussit à obtenir la révision de l'accord, les pays du marché commun ont donné le coup de grâce à un industriel particulièrement imprévoyant. Il ne reste plus à ce dernier qu'à changer purement et simplement ses chaînes de fabrication. *Avec quel argent ?* Dans un cas comme celui-ci, chacun imagine le bailleur providentiel : l'Etat évidemment.

... EXPLIQUANT LE RECOURS A UNE SOLUTION POLITIQUE

Les dirigeants de Berliet ont trouvé la solution : *l'Etat paiera*. Au fait, n'est-ce pas lui qui avait laissé miroiter à l'entreprise un contrat mirobolant avec la Chine et dont les effets apparaissent bien médiocres en regard des ambitions ? Et puis n'y a-t-il pas d'autres précédents, tel celui du groupe Thomson ? Enfin n'est-ce pas préférable à une fermeture radicale des usines ou à une mainmise étrangère inévitable si l'on veut

conserver les activités de l'entreprise ? A moins d'un accord avec S.A.V.I.E.M. bien sûr. Mais pour MM. Michelin et Berliet, l'entreprise nationale n'est rien d'autre que le visage économique de Lucifer. On ne pactise pas avec le diable ; mieux vaut une bonne mort immédiate qu'une vie prolongée dans des conditions qui feraient perdre le paradis.

Comment faire alors pour s'en sortir ? D'abord éviter au maximum les pertes de profit. Cela implique que le recours à la grève soit exclu pour une période assez longue, d'où l'accord modèle signé voici plusieurs mois entre la direction de Berliet et les syndicats, et dénoncé, sous l'effet d'une grève sauvage, dès sa signature. Forte de l'appui des pouvoirs publics inquiets d'un rachat éventuel de l'entreprise par l'étranger et résolu, par ailleurs, à éviter une fermeture dont les conséquences seraient particulièrement catastrophiques en période électorale, la direction réagit vivement : poursuite des grévistes au titre de la loi « anticasseurs », menaces de l'installer ailleurs, ce qui ne manquerait pas de provoquer une très grave crise à Lyon. L'attitude des syndicats joue présentement contre eux et Berliet le

sait ; les ouvriers seraient les premières victimes d'une disparition de l'entreprise. M^{me} del Duca a montré voici un an que l'entêtement des syndicats n'était pas toujours plus efficace que celui des patrons.

Une solution satisfaisante sera-t-elle dégagée avant les élections ? Rien n'est moins sûr. Il est au contraire plus vraisemblable que d'ici là l'attente actuelle se prolongera. Après, il faudra bien trancher. *Nationalisation de Berliet ?* Elle aurait le mérite de sauvegarder des emplois dans l'immédiat, mais le problème se poserait à nouveau à terme de façon plus aiguë. *Solidarité patronale au nom de l'intérêt national bien compris ?* Nous n'osons y croire, ce serait un tel événement ! *Prise de participation étrangère ?* C'est peut-être ce qui se produira, dans des conditions encore inconnues. Le débat reste ouvert, mais peu d'espoir subsiste de dégager une solution satisfaisante. Espérons du moins que cette affaire n'aura pas d'incidence sur la localisation des industries dans une province qui en accueille encore trop peu pour accepter de gaieté de cœur que les plus importantes la quittent.

Jacques DELCOUR.

le numéro 1 est paru !

arsenal

SOMMAIRE DU N° 1

CIBLE

Par Bertrand Renouvin.

THEME

Prospectives maurrassiennes.

IDEES

Culture et Action.

Les Indo-Européens, : Mythe ou Réalité.

TENDANCE

Visage de la Technocratie.

ENTRETIEN

L'écrivain dans la société, avec Gabriel Matzneff.

BULLETIN D'ABONNEMENT

RECTIFICATIF : Tous les versements doivent être faits
au nom de "A.F.U." - C.C.P. 1918-59 Paris.

NOM

Prénom

Adresse (1)

.....

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue ARSENAL et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

(1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.



inflation

problème de civilisation

Une espèce d'inquiétude sourde apparaît dans les milieux gouvernementaux, face au phénomène de l'inflation qui frappe notre pays. A vrai dire, la France n'est pas seule touchée, bien au contraire ! Les prix, au cours de ces douze derniers mois ont davantage augmenté en Grande-Bretagne (+ 7,8 %) ou en Italie (+ 6,9 %) qu'en France (+ 6,6 %). L'inflation en Allemagne (+ 6,4 %) est presque aussi forte. Néanmoins, à l'avant-veille des élections, le pouvoir se serait bien passé de l'augmentation de 0,9 % pour le seul mois de novembre, de l'indice des prix de détail. Quant aux remèdes, le pouvoir hésite entre des mesures techniques dont il est le premier à ne pas croire aux effets profonds et l'invocation mythologique à ce Poincaré du pauvre qu'est Antoine Pinay. C'est que le problème de l'inflation est, en fait, un problème de civilisation dont l'envergure est trop écrasante pour les gestionnaires de la bureaucratie louis-philipparde.

DU FÉTICHE DE LA BONNE MONNAIE...

Naguère encore, l'inflation était une sorte de « loup-garou » pour l'opinion publique en général, les milieux bien-pensants en particulier. La société du début du XX^e siècle comportait une nombre considérable de rentiers soucieux de préserver le pouvoir d'achat de revenus dont le montant nominal demeurait fixe. Dès lors les ennemis publics de l'épargnant étaient la hausse des prix et la dévaluation. La peur malade de toute hausse se cristallisait parfois en des fétichismes bizarres : toucher au prix du pain et à celui du loyer était, entre 1919 et 1939, le sacrilège par excellence. Nos retards en matière de logement et d'aménagement urbain sont dus, pour une bonne part, à ces fétichismes.

Le souci de préserver la monnaie amenait la droite à se tourner vers des hommes forts, garants de la stabilité du Franc. Pour le lecteur du *Figaro*, du *Temps* ou des *Débats* des années trente, l'admiration pour Poincaré était la règle et il était de bon ton de célébrer la sagesse de Salazar qui avait fait de l'escudo la monnaie la plus forte d'Europe. Le grand fétiche de la monnaie faisait oublier que l'escudo était une monnaie stable au milieu d'un océan de misère, alors que le « faux-monnayeur » Philippe le Bel régnait à la fin du XIII^e siècle dans une France au sommet de la prospérité des nations européennes.

Les comptines bucolico-monétaires des défenseurs de l'Occident boursier ont beaucoup moins bonne presse aujourd'hui.

... AU FÉTICHE DU POUVOIR D'ACHAT

Les dévaluations répétées depuis la crise de 1929 ont amené les Français à chercher une garantie du maintien et de l'amélioration du niveau de vie ailleurs que dans la bonne monnaie. Les rentiers se sont faits rares, alors qu'avec l'urbanisation, le nombre des salariés s'est accru. Ceux-ci cherchent avant tout dans l'augmentation du revenu nominal, la possibilité d'améliorer leur standing et d'accéder à de nouvelles formes de vie. La généralisation du crédit, au demeurant, constitue une prime à l'inflation ; peu importe que l'augmentation des salaires entraîne une flambée des prix, puisque l'achat sur dix ou quinze ans d'un appartement permet dans une conjoncture inflationniste à l'acheteur de voir sa dette allégée. Les critiques faites à l'inflation ne deviennent acerbes que lorsque les prix s'emballent et montent plus vite que les salaires.

Cet état d'esprit général en Europe et aux Etats-Unis rend compte de ce phénomène inouï : alors qu'il n'y a pas une crise de confiance vraiment profonde dans le système économique (même si celui-ci suscite des contestations virulentes) on a une sérieuse flambée inflationniste. L'exigence de l'augmentation des salaires est devenue un impératif catégorique. En 1971, les salaires ont augmenté de 11 à 12 % dans le secteur privé. Dans le secteur public, la poussée moindre de la masse salariale (+ 8 %) est compensée par une plus forte augmentation des petits traitements et un relatif écrasement de la « pyramide ».

La grève récente des « Mines de Potasses d'Alsace » dont la situation économique est pourtant précaire est une bonne illustration de cet état de fait : les grévistes se sont avant tout battus pour des augmentations souvent déraisonnables de salaires, alors qu'ils ne se sont guère élevés contre une gestion des mines aberrante qui risquait de mettre en question l'existence même de leurs emplois.

Autre signe des temps symptomatique : les salariés sont souvent prêts à faire de longs et pénibles déplacements plutôt que de sacrifier, si peu que ce soit, l'augmentation de leur revenu nominal. Ainsi l'attrait de plus hauts salaires joue de façon dominante sur 14.000 travailleurs lorrains qui vont chaque jour travailler en Sarre.

Quant aux cadres qui perdent une place, ils préfèrent subir le chômage pendant quelques mois plutôt que d'être réemployés à un moindre prix.

LE CERCLE VICIEUX

Face à la « surchauffe » chronique provoquée par cet état d'esprit, le gouvernement se trouve désarmé à un double titre.

D'abord, la faiblesse structurelle du régime démocratique — surtout en période pré-électorale — lui interdit d'avoir une action efficace sur les mécanismes inflationnistes.

Il n'est bien entendu pas question que M. Pompidou décide de bloquer les salaires à moins qu'il ne tienne à installer M. Mitterrand à Matignon en mars prochain. Il lui est par ailleurs difficile de bloquer les prix industriels sous peine de s'aliéner les patrons, ni les prix agricoles alors que le monde rural constitue encore une masse électorale non négligeable.

Reste donc au gouvernement la ressource de prendre des mesures d'encadrement du crédit dont l'effet est aléatoire ou de suspendre la T.V.A. sur la viande dans l'espoir (fallacieux) que cette mesure se répercutera sur la vente au détail du bifteck. A la rigueur il peut renforcer, pour ce faire, les contrôles chez les commerçants, mais on reste quelque peu sceptique lorsqu'on constate que les décrets d'affichage obligatoire ont abouti à un échec.



DE L'AVOIR A L'ÊTRE

Mais surtout, on voit mal comment le pouvoir pourrait traiter le problème au fond et atteindre dans sa racine la dynamique de l'inflation. La civilisation du gadget, la quête de l'objet comme signe unique de puissance — quand ce n'est pas d'existence — conduit fatalement à la recherche de l'augmentation des revenus nominaux. Elle ne peut que provoquer un phénomène de noria : on cherche à acquérir les objets possédés par la classe supérieure afin de s'identifier à elle : le cadre moyen voudra sa résidence secondaire comme le cadre supérieur, l'ouvrier qualifié une voiture du standing du cadre moyen, etc. Mais les groupes les plus favorisés, menacés de voir les objets qui « classent » leur standing se vulgariser chercheront alors à se singulariser en se payant le safari au Kenya ou la croisière au Japon qui les mettra « hors du prix commun des mortels ». Et la course continuera sans fin. Il est significatif de constater que d'après un sondage publié par *Le Point*, si 69 % et 69,7 % des O.S. et employés estiment avoir besoin d'un revenu supérieur d'au moins 20 % à leur revenu actuel, ce qui est parfaitement compréhensible, cette proportion est presque aussi forte (60,3 %) chez les cadres moyens et atteint tout de même 36,9 % chez les cadres supérieurs. Il est d'ailleurs bien connu que, souvent, ce sont les P.D.G. qui sont les plus grippés (1).

Face à cette logique infernale, il devient urgent de remettre la consommation et la croissance à leur juste place : il n'est, bien entendu, pas question de « casser » purement et simplement la croissance : l'augmentation démographique et la subsistance d'importants flots de misère dans notre pays (vieux, paysans...) l'interdisent. Mais il serait temps de se rappeler qu'à partir d'un certain seuil, la possession et l'accumulation d'objets, loin de permettre à l'homme de rencontrer son semblable et d'affirmer son pouvoir sur la nature, n'aboutit qu'à l'étiquetter, à le classer, bref à le « réifier ». Il serait également salutaire de se rappeler que la créativité n'existe pas seulement dans la sphère mercantile de la production, que l'œuvre d'art, la création gratuite pour le plaisir de connaître et comprendre, d'humaniser les rapports sociaux ont, elles aussi, leur prix. C'est tout le secret de la sagesse grecque ; ce n'est sûrement pas la règle d'or des banquiers qui inspirent notre société.

Paul MAISONBLANCHE.

(1) Ce n'est pas cet important dirigeant d'un groupe pétrolier français, dont les notes de feinturerie font partie des frais généraux de sa société, qui nous contredira.

la fin des blocs ?

Au moment où vont commencer les pour-parlers entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur la limitation des armements stratégiques, trente-quatre pays participent aux entretiens préliminaires pour la préparation d'une Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (C.S.C.E.).

Les ambassadeurs devront se mettre d'accord sur la date, le lieu, le niveau des représentants et l'ordre du jour.

Aboutissement de l'évolution des rapports Est-Ouest, ces entretiens et la conférence qui doit ensuite se tenir marquent peut-être le terme de la politique des blocs, car, des deux côtés, un certain nombre de petites ou moyennes nations se refusent à suivre inconditionnellement les positions des super-grands. Dans la C.E.E., sauf sur certains points, chaque pays parlera en son nom propre : à l'Est, la Yougoslavie, et surtout la Roumanie, entendent se servir de cette conférence pour mieux asseoir leur indépendance.

C'est là sans doute la signification des virulentes interventions du délégué roumain sur les problèmes de procédure, notamment quand il s'est agi de savoir qui remplacerait la présidence en cas de vacance, chaque pays devant être mis sur le même pied d'égalité.

Aussi les Roumains, avec l'appui des neutres et de la France, ont-ils fait inscrire dans le Préambule que : « *Tous les Etats participent aux consultations sur la base d'une égale souveraineté, en représentant des pays indépendants dans des conditions de pleine égalité. Les consultations se déroulent en dehors des alliances militaires.* »

Car la sécurité, malgré la place qu'elle occupe apparemment dans le titre de la conférence, sera laissée de côté, les discussions sur les problèmes militaires risquant de s'enliser. Or, les Soviétiques tiennent à ce que ces préliminaires se terminent le plus vite possible pour éviter des dissensions ou des oppositions trop violentes ou irréconciliables qui risqueraient de remettre en cause la conférence elle-même.

Par le biais de la conférence, l'U.R.S.S. espère tourner la C.E.E. et aussi pouvoir passer des accords économiques, scientifiques et culturels plus personnalisés.

Pour les Etats-Unis et certains pays européens, il s'agit de profiter de cette conférence pour installer une « plus libre circulation des idées et des hommes », ce qui, on s'en doute, n'est pas sans poser des problèmes épineux pour les pays de l'Est.

D'autres pays, tels que l'Espagne, l'Italie ou la Yougoslavie, espèrent, par le biais de la conférence, arriver à ce qu'un accord soit conclu, neutralisant en quelque sorte la Méditerranée.

La masse des problèmes à traiter, des divergences à aplanir, des compromis à trouver fait que ces entretiens préliminaires risquent de se prolonger bien plus longtemps que prévu.

François WAGNER.

semaine sociale

Discussions sans résultat entre l'Union nationale des Syndicats de journalistes et le Syndicat de la Presse parisienne. Refus d'une revalorisation de 1,50 % au 1^{er} novembre, alors que le prix de vente des journaux a augmenté de 40 % cette année.

27 NOVEMBRE

Une manifestation s'est déroulée à Lyon pour protester contre le procès intenté à des représentants syndicaux par la direction Berliet. Cette manifestation a pris une tournure politique, soutenant le programme commun de la gauche.

— Un accord a été conclu à Tinchebray, commune de l'Orne, dans laquelle toutes les entreprises étaient en grève depuis une douzaine de jours, à l'appel de la C.F.T.C. Les revendications : 1.000 F par mois minimum et le treizième mois, ont été satisfaites.

— Reprise du travail à l'usine Jeumont-Schneider, après une grève de trois semaines : hausse de 2 % des salaires, revalorisation de certaines primes.

28 NOVEMBRE

240 ouvriers horaires, qui occupaient l'usine Creusot-Loire d'Orzion, ont repris le travail à la suite de la hausse de 0,80 % de la masse salariale, et de 2 % des salaires.

— Le travail a repris aux Potasses d'Alsace. L'accord porte sur : augmentation des salaires de 3,2 % en octobre-novembre ; 750 F de prime de fin d'année ; généralisation de la mutuelle à tout le personnel des mines. Pour 1973, 900 F de prime de fin d'année et trois jours de congés supplémentaires.

— Perturbation dans les centres de tri des P.T.T. à l'appel de la C.F.D.T. et de F.O. La C.G.T., pour sa part, dit que « le personnel consulté se déclare dans son immense majorité contre une action engagée dans des conditions anti-unitaires. »

Les fonctionnaires F.O., réunis en congrès, ont librement critiqué leur organisation (anticommunisme sommaire, lourdeur et sclérose de l'appareil), mais surtout attaqué le gouvernement et montré qu'ils étaient décidés à appeler à une grève illimitée si les discussions qui vont s'ouvrir avec le ministre de la Fonction publique n'aboutissent pas.

**arsenal
est paru**



bolivie 72

La Bolivie. On imagine de hautes montagnes, habitées par de nobles paysans et de beaux lamas. Et la flûte indienne incite à rêver d'un monde très bon, très pur et très joyeux.

Les images de la télévision belge diffusées vendredi dernier ont chassé ces rêveries rousseauistes. Ces paysans que nous imaginions heureux dans des villages prospères, ne sourient jamais et meurent à quarante ans, car il n'y a rien à manger sur les hauts-plateaux, et les bêtes que l'on élève à grand-peine sont vendues à des prix dérisoires aux négociants des villes. Le seul espoir est de se faire embaucher dans les plantations de canne à sucre situées dans la zone tropicale du pays. On y gagne mieux sa vie, mais les *campesinos* y meurent comme des mouches, à cause d'un travail épuisant accompli sous un climat dont ils n'ont pas l'habitude. Alors il y a beaucoup d'orphelins, auxquels le gouvernement consacre quelque chose comme trois francs par jour.

Et puis il y a les mines d'étain, principale richesse du pays depuis que les Espagnols ont épuisé tous les terrains argentifères. On nous dit que l'exploitation principale a été nationalisée, ce qui n'empêche pas le matériel d'être vétuste et les ouvriers de travailler dans des conditions pénibles avec un salaire qui leur permet rarement de disposer de calories suffisantes. S'ils tiennent, c'est grâce à la coca qu'ils mâchent sans cesse. Mais ceux-là aussi meurent jeunes, au fond de la mine ou rongés par la silicose. Et ne parlons pas des mines privées, où les ouvriers vivent trois jours de suite au fond de boyaux qu'ils sont seuls à connaître. Ainsi personne ne viendra les chercher s'ils ont un accident et ils y agoniseront comme des bêtes.

Exploitation d'un peuple. Exploitation d'un pays dont la vie est suspendue au cours de l'étain sur le marché mondial, qui dépend lui-même du bon plaisir des Etats-Unis. Comme le remarque le prêtre belge interrogé par les reporters, il n'est pas possible de parler d'indépendance nationale dans ces conditions. Et il sait de quoi il parle, lui qui a passé seize ans auprès des mineurs et qui dit maintenant sa messe pour les paysans de l'*altiplano*.

Il dit aussi qu'il faut une révolution pour libérer le peuple bolivien d'un esclavage multiséculaire, ce qui mettra en colère les intégristes, qui s'empresseront d'y voir une nouvelle preuve de l'infiltration marxiste dans l'Eglise, mais peu importe. Comme on aimerait voir sortir les fusils, avant que l'émission ne s'achève.

B. R.

maurras sur les ondes

L'Action Française a été le principal sujet du cours radiodiffusé de M. Machefer, professeur à l'université Paris X, dans le cadre d'une série d'émissions d'histoire contemporaine, celle du mercredi 22 novembre étant consacrée au fascisme.

Après une analyse très pertinente du fascisme français, sociologiquement et idéologiquement, ce professeur saisit le prétexte des Ligues de l'entre-deux-guerres et d'une définition sommaire du fascisme par M. Girardet (antiparlementarisme et anti-individualisme) pour inclure l'Action Française dans les mouvements d'extrême droite. Ainsi, une contradiction flagrante ressort de ce cours : les principes énoncés au début et l'Action Française présentée comme exemple typique se heurtent violemment. Appliquant une méthode événementielle à partir de l'ouvrage d'Eugen Weber, il n'a pas saisi la richesse et l'originalité de la pensée de Maurras, semblant penser que la doctrine économique et sociale se trouvait condensée dans Firmin Baconnier...

Il peut alors prétendre que l'Action Française veut un retour à la société de l'ancien régime, que la nation est le principe suprême, etc. Propos que l'on ne peut attribuer qu'à la mauvaise foi ou à l'ignorance, mais qui rentrent dans la polémique habituelle. Cependant l'idée la plus alarmante de M. Machefer est toute contenue dans cette phrase : « *La contradiction de Maurras désirant à la fois les corps intermédiaires et la décentralisation d'une part, l'indépendance et l'autorité de l'Etat d'autre part.* » Contradiction qui s'effrite pour laisser la place à l'évidence de la nécessité d'un Etat fort pour permettre aux citoyens de s'administrer eux-mêmes. Simple loi de science politique que semble malencontreusement ignorer un professeur traitant de « Société et Politique en France ».

Enfin, pour couronner cette étude pour le moins artificielle, notre mandarin a une intuition géniale (hélas déjà émise par Nolte) : « *L'apport principal de l'Action Française à la droite a été de lui fournir une idéologie.* L'Action Française a été une école de formation de la droite française » ; le seul trait de vérité de cette belle sentence est que l'Action Française est une école, mais une école de royalistes voulant redonner un sens véritable à la cité. Et la droite est fort éloignée de ce projet !

Michel LE FAVRIL.

la culture trahie

Le premier livre d'académicien du cardinal Daniélou nous introduit au cœur de la crise de la pensée moderne, dans une perspective que comprennent d'emblée les lecteurs de *l'Avenir de l'Intelligence* : ce que le cardinal défend en effet, c'est le principe même d'une pensée libre et désintéressée, uniquement soucieuse d'exprimer ce qui fait la marque spécifique de l'homme : « *Il y a danger que littérature, philosophie, art, perdent de vue leur mission essentielle qui est précisément d'apporter un contrepoids à la culture scientifique. Celle-ci en a besoin parce que tout un domaine lui échappe : les profondeurs de l'âme, l'intériorité, l'existence personnelle, la transcendance de la destinée.* »

Précisément, la culture moderne trahit la mission première de la pensée dans la mesure où elle est prisonnière de trois attitudes qui sont autant d'obstacles à son véritable essor. Le néo-positivisme, qui ne conçoit le savoir que sur le mode des sciences physiques, tend à remplacer ce qu'on appelait philosophie, morale, humanité, et à y substituer un type d'approche du réel soit sociologique, soit psychologique et psycho-analytique, soit structuraliste et linguistique. La tendance de la littérature contemporaine à ne reconnaître de valeur qu'à « l'authenticité » conduit à privilégier la vérité du moi par rapport à celle de l'être. Enfin, l'historicisme fait abstraction des valeurs permanentes : tout jugement d'ordre moral, social, politique, n'est jamais que le reflet d'une société.

Successivement le cardinal met en lumière ces trois tentations suicidaires de l'intelligence qui, débouchant sur la mort de la métaphysique, signifient la mort de l'homme et la mort de Dieu. Les chrétiens, pris aux pièges de la culture moderne, mettent en péril leur propre foi. Foi et intelligence, loin de s'entre-détruire, ne peuvent en effet que se conforter. A l'inverse, une intelligence malade ne pourra rentrer en harmonie avec la foi. *Que des chrétiens dénoncent la métaphysique, qu'ils rejettent toute ontologie, c'est là quelque chose qui n'a pas de sens.*

Malheureusement, un bon nombre d'entre eux se sont laissés prendre au piège de la superficialité. Alors que le monde contemporain est ballotté entre ses incertitudes, une nature sans sujet, une liberté sans objet, le chrétien qui a la réponse de la Foi et celle de l'Intelligence se tait, plus ou moins rallié aux incertitudes et à la problématique de son interlocuteur.

Il faut donc, conclut le cardinal Daniélou, que la métaphysique soit réhabilitée pour que l'intelligence soit guérie et que la foi soit sauvegardée dans toute sa pureté. Il en va de l'avenir de l'homme.

G. L.

Cardinal Daniélou : « *La Culture trahie* par les siens ». Collection Carte Blanche. Epi.

le mouvement royaliste



nouveaux points de vente

PARIS (5^e)

- Kiosque, 5, boulevard St-Michel.
- Kiosque, face aux Thermes Cluny.

TOURS

- Tabac, 1, place du Palais.
- Le Marigny, 47, rue Nationale.
- L'Astragale, 4, rue Victor-Hugo.
- Librairie 104, 104, rue Colbert.
- Hall de la Presse du Sanitas.

ROUEN

- Librairie Demanneville, 30, rue Jeanne-d'Arc.
- Librairie Elie, 42, rue de la République.
- Librairie Toutain, 48, rue Ganterie.

circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la "N.A.F.", soit de s'abonner. Nous donnons chaque semaine des extraits de notre liste de dépositaires.

PARIS (1^{er})

- Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

PARIS (3^e)

- Biblio-Press, 2, rue du Parc-Royal.

PARIS (6^e)

- Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

PARIS (7^e)

- Librairie Gregorie, 26, rue du Bac.

PARIS (10^e)

- Librairie Roquain, 10, avenue des Petites-Ecuries.

PARIS (11^e)

- Librairie, 15, avenue de la République.

PARIS (15^e)

- Kiosque, place du 18-Juin (devant le Miramar).
- Librairie, 10, boulevard Victor.
- Librairie, 2, rue Lecourbe.
- Librairie, 37, rue Lecourbe.
- Librairie, 150, rue de Vaugirard.
- Librairie, 199, rue de Vaugirard.
- Librairie, 114, rue de Sèvres.

PARIS (17^e)

- Kiosque métro Wagram.
- Kiosque, 42, av. de Wagram.
- Kiosque, 117, av. de Wagram.
- Librairie « Vient de Paraître », 159, avenue de Wagram.

- Librairie « Bayen », 47, rue Bayen.

AIX-EN-PROVENCE

- Librairie Goulard, Maison de la Presse, 37, cours Mirabeau.

ANGERS

- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

BREST

- Librairie Delestre, 1, avenue Georges-Clemenceau.

DIJON

- Librairie Damidot, 1 et 3, rue Stephen-Liegeard.
- Librairie Tabac, rue Chabot, Charny.

GRENOBLE

- France Agence, place Victor-Hugo.
- "K'Store", cours Berriat.
- Au local, 4, square des Postes.

LE HAVRE

- Kiosque de l'Hôtel de Ville (à côté du Syndicat d'Initiative).

LIBOURNE

- Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

LILLE

- Cinéma « Au Régent », rue de Béthune.

RENNES

- Tabac - Jounaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.
- Tabac - Jounaux Buchet, 12, rue d'Antrain.

LORIENT

- Maison de la Presse, 18, rue des Fontaines.

NANTES

- Librairie Coiffard, rue de la Fosse.
- Tabac, rue Crébillon.
- Drugstore, place Graslin.
- Librairie Jules Verne, allée Brancas.

NICE

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblio, avenue d'Estienne-d'Orves.
- Librairie Art et Littérature, 78, boulevard Borriglione.

SAINT-BRIEUC

- Librairie Génie, 14, rue Saint-Gouéno.

SAINT-OMER

- Maison de la Presse, rue de Calais.

réunions

PARIS 8^e - 17^e

Mardi 12 décembre à 21 h, conférence de Gérard Leclerc : « Le tournant des années 70 ». Salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, Paris-17^e.

PARIS (15^e) - CLAMART - VANVES - ISSY-LES-MOULINEAUX

Tous les vendredis à 21 h, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro : Convention). Cette semaine, « Débat sur l'actualité politique ». Conférences de M^{re} Hervé Catta : « Du procès du F.L.B. aux libertés bretonnes ».

BRETAGNE

RENNES

Vendredi 15 décembre à 20 h 30, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche).

MORLAIX

Samedi 16 décembre à 20 h 45, 10, place Ch.-de-Gaulle (2^e étage droite).

VANNES

Dimanche 17 décembre à 17 h, Café Bocher, 6, place du Général-de-Gaulle.

communiqué

Je demande instamment à toutes les personnes intéressées par un travail de recherche et de documentation dans des disciplines politiques, sociales, économiques, de se mettre en rapport avec moi dans les meilleurs délais. Il s'agit d'apporter à nos publications et à notre mouvement l'aide indispensable qui leur permettra de suppléer à la faiblesse de leurs

moyens matériels.

De précédentes tentatives de constitution de groupes de travail ont échoué. Cette fois, il nous faut réussir si nous ne voulons pas passer pour des velléitaires et des bavards.

Que tous les militants et les lecteurs intéressés m'écrivent en me précisant leurs compétences.

Gérard LECLERC.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DU CENTENAIRE DE CHARLES MAURRAS

Le vendredi 8 décembre à 20 h 45, dans la Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville à Tours :

"MAURRAS VIVANT"

diaporama réalisé par Suzanne Rousseau d'après une idée originale de Nicole Maurras, avec la voix de Michel Bouquet, sera présenté à l'occasion du 20^e anniversaire de la mort de Charles Maurras, en la présence de Pierre Juranville.

GRENOBLE

Vendredi 8 décembre à 20 h 45, Salle Municipale, 11, rue Millet, conférence pour le 20^e Anniversaire de la mort de Charles Maurras : « Maurras ce vivant », avec Bertrand Renouvin et diverses personnalités locales. La réunion sera suivie d'un débat.

MARNE

REIMS

Mardi 5 décembre, à 21 h, Foyer Civil, 17, boulevard de la Paix, conférence de Gérard Leclerc : « Un royaliste fait le point ».

permanences

PARIS NORD-EST

SECTION 3^e - 4^e - 11^e - 12^e

Permanence tous les mercredis 18 h 30 à la Brasserie Alsacienne Luneau, 6, place de la République (angle boulevard Voltaire).

SECTION 9^e - 18^e

Permanence tous les mardis de 18 h à 19 h 30, au « Carrefour », 99, rue Ordener, Paris (18^e). Métro : Jules-Joffrin.

SECTION 10^e - 19^e - 20^e

Permanence tous les mardis de 21 h à 22 h 30, à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19^e).

PARIS HORS FÉDÉRATIONS

VAL-D'OISE

Permanence chaque samedi à 15 h, chez M. J.-P. HILLERET, 28, rue de Chatou, Corneilles-en-Parisis.

BAS-RHIN

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 17 h à 19 h, à la Cafétéria, place de l'Université.

BRETAGNE

RENNES

Permanence étudiants et lycéens tous les mercredis de 17 h à 19 h, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche), Bibliothèque.

NORD

LILLE

Permanence tous les samedis de 18 à 19 h, 37, rue Alexandre-Leleux, 2^e étage.

Cercle d'études tous les lundis.

MARNE

REIMS

Tous les mercredis de 14 h 30 à 18 h et de 20 h à 23 h, 12, rue Berru.

VENDÉE

Prendre contact avec M. F. GUERRY, à la Copechagnière, 85260 L'Herbergement.

COTE-D'OR

DIJON

Tous les jeudis de 20 h 30 à 22 heures, dans une salle réservée de la Brasserie « La Grande Taverne - Terminus », 18, avenue Foch.

exposition coligny

NAISSANCE D'UN ESPRIT PROTESTANT

En fait, pour le trouver, il faudra tout le sens politique d'Henri III qui osa résister aux Guise, puis toute la volonté conciliatrice de celui qui portait la solution dans sa personne même, Henri de Navarre, Henri IV.

Pourtant, si l'on regarde les choses au fond, la Saint-Barthélémy marque un tournant dans l'histoire du protestantisme français, et l'état de fait que consacre l'Edit de Nantes est lourd de conséquences pour l'avenir. A partir de 1572, les deux partis durcissent leurs positions : d'un côté la Ligue, de l'autre ce qu'on peut appeler « l'Etat huguenot », avec ses structures religieuses mais aussi politiques. Car les protestants, privés de leur soutien en haut lieu, réduits en nombre par les massacres et par le mouvement d'émigration qui suivit parfois, cherchent à se constituer en corps organisé. Le changement d'esprit est radical par rapport à l'évangélisme du début du siècle : il ne s'agit plus de diffuser des idées théologiques en essayant au besoin de les faire adopter par le pouvoir, il s'agit d'organiser une minorité qui désormais se veut telle, et cultive ce qui la met à part des autres Français. La paix religieuse n'est que superficielle : pouvait-il en être autrement ? Le temps des Coligny est passé sans que le protestantisme français ait réussi à s'intégrer à l'Etat. Il ne le pourra jamais plus.

Claude POMAIBRE.

lettre à Catherine de Médicis où il souhaite « qu'on pût vivre en saine conscience, l'autorité du roi et la vôtre gardée... et que chacun fût retiré en sa maison désarmé » ; ou celui-ci d'une lettre à Charles IX : « Je préfère toujours le public et le service de Votre Majesté à mon particulier. » Les problèmes, loin d'être abstraits, sont ici vécus, assumés jusqu'à la mort.

La mort, pour Coligny et pour tant d'autres, ce sera le massacre de la Saint-Barthélémy. Voilà quatre siècles que le tocsin de Saint-Germain-l'Auxerrois répandait dans le ciel de Paris l'horreur de cette nuit d'août. Il sonnait encore aux oreilles de Mérimée lorsqu'il écrivait sa *Chronique du règne de Charles IX*. Mais dès les lendemains du drame, la violence des passions éclate : dans les libelles à la gloire ou à la honte de ce jour, dans les scènes sanglantes des tableaux et des gravures, dans la poésie tourmentée d'un d'Aubigné ou d'un Montluc, et dans l'esthétique baroque qu'ils imposent.

Le plus ébranlé fut sans doute celui qui s'était laissé arracher l'ordre, le jeune Charles IX. Témoins ses hésitations, ses contradictions même, après le meurtre de celui qu'il appelait volontiers son père. Mais là le problème est politique : si la conscience du roi est déchirée, c'est qu'elle était destinée à ressentir le déchirement du pays même. Rappelons ces mots écrits par Charles IX au début de son règne : « Tous les esprits de mes sujets sont divisés pour le fait de la religion... Il faut trouver un chemin moyen entre deux. »

Ce sont les hommes qui font l'histoire. Telle est sans doute la vérité qu'illustre l'exposition qui se tient actuellement aux Archives Nationales : « Coligny. Protestants et catholiques en France au XVI^e siècle ». Refuser de séparer les événements ou les courants de pensée des hommes qui les ont vécus, c'est en l'occurrence montrer comment lorsque l'histoire est tragédie, elle l'est d'abord pour les consciences qu'elle déchire.

LES PREMIERS REMOUS

Le hasard voulut que la même année 1519 naquissent le futur Henri II, François de Guise et Gaspard, le second des trois frères Coligny. Trois noms qui à eux seuls pourraient donner la clef d'un demi-siècle d'histoire. Ils poursuivent concurremment leur éducation et leur carrière dans une France ouverte à tous les courants artistiques et intellectuels, à l'époque où Calvin, dédiant son *Institution Chrétienne* « au Très chrétien Roy de France, François premier de ce nom », tente de créer une Réforme proprement française. Etrange, ce portrait de Calvin attribué à l'école du Titien, où l'on ne trouve rien de cette sécheresse anguleuse volontiers prêtée au théologien, mais qui vous pénètre d'un regard inquiet.

Cependant, Coligny sert dans diverses campagnes qui lui valent le titre d'amiral de France, mais aussi bientôt un séjour dans les geôles espagnoles. C'est là que, selon le mot de Calvin, Dieu lui aurait « parlé à l'oreille ». En tout cas, l'amiral devient alors le protecteur attiré des Réformés. Car les troubles sont fréquents et violents, surtout à Paris où la population accueille très mal les convertis, et où la « Chambre ardente » remplit son office d'inquisition.

1559 : Henri II trouve la mort dans le fameux tournoi de la rue Saint-Antoine. C'est le tournant du siècle. Une politique se trouve brusquement interrompue avant d'avoir abouti, politique résolument hostile aux huguenots, mais qu'Henri II seul pouvait mener avec le maximum d'équité et de nuances. Le court règne de François II est dominé par l'intransigence des Guise. Puis, pendant la minorité de Charles IX, Catherine de Médicis, après quelques vains essais de conciliation, contracte une haine violente envers les protestants. Cependant, la moitié de la noblesse française est passée à la Réforme, avec à sa tête Louis de Condé et Antoine de Bourbon. Les deux camps s'affrontent, tentent même d'imposer leurs préférences en politique extérieure : d'un côté on se tourne vers l'Espagne, de l'autre vers l'Angleterre. Le pays est livré à la guerre civile. Rarement l'absence d'un prince majeur et responsable s'est faite aussi cruellement sentir.

LES HOMMES DANS LA TOURMENTE

Suivons Gaspard de Coligny à travers ces remous. Tant de portraits et toujours la même apparence de résolution et de certitude. Pourtant, quel conflit douloureux habite celui qui veut être fidèle à son roi comme à sa foi ! Tout au long de sa carrière il proteste de son loyalisme tout en défendant sa religion. Retenons ce passage d'une

charles maurras

de la politique naturelle au nationalisme intégral

suis humain : deux propositions identiques. » La tâche politique reçoit tout son sens d'un pareil texte !

Le recueil a été divisé en quatre parties : notes autobiographiques, la maladie démocratique, la politique naturelle, le nationalisme intégral. Ainsi toute la pensée politique de Maurras est-elle présentée dans sa logique et sa complexité. Un index des noms et des sujets ainsi qu'une bonne bibliographie complètent heureusement ce livre indispensable.

G. L.

Charles Maurras : « De la politique naturelle au nationalisme intégral ». Paris, Librairie philosophique, Vrin.

François Natter et Claude Rousseau doivent être vivement remerciés pour l'anthologie des textes de Maurras qu'ils viennent de publier. Nous pourrions désormais remettre à nos étudiants et lycéens le livre qui nous manquait.

Le choix des textes est toujours remarquable. J'ai éprouvé personnellement une grande joie à voir enfin rééditée l'extraordinaire préface du *Dilemme* de Marc Sangnier : « Je suis Romain par tout le positif de mon être, par tout ce qu'y joignent le plaisir, le travail, la pensée, la mémoire, la raison, la science, les arts, la politique et la poésie des hommes vivants réunis avant moi. Par ce trésor dont elle a reçu d'Athènes et transmis à notre Paris le dépôt, Rome signifie sans conteste la civilisation et l'humanité. Je suis Romain, je